



La Chronique des Amériques

Novembre 2010 N°07

Le rapprochement franco-brésilien: une relation stratégique au-delà d'un partenariat militaire?

Par Bruno Muxagato*

Huit ans après son accession au Palais du Planalto, le président Luiz Inacio Lula da Silva achèvera son second et dernier mandat en décembre 2010 en passant la main à Dilma Rousseff, la candidate du Parti des travailleurs, élue au suffrage universelle contre le candidat de centre-droit José Serra. Sur le plan de sa politique étrangère, il laisse un bilan marqué par l'ascension internationale incontestable de son pays. Le prestige international acquis par le chef d'Etat brésilien doit être vu comme le résultat d'un processus complexe dans lequel la reconnaissance des autres leaders politiques a été décisive. Mais au-delà du charisme de son dirigeant, le Brésil a su prendre de l'importance dans le jeu diplomatique mondial grâce à son poids spécifique¹ et à l'habileté reconnue de ses diplomates à négocier. Le géant sud-américain fait ainsi partie aujourd'hui incontestablement du club restreint des pays décideurs.

Français et Brésiliens ont décidé d'opérer un rapprochement qui repose sur un dialogue politique approfondi, une coopération riche en matière culturelle, scientifique² et technique, et sur la présence des grandes entreprises françaises dans des secteurs-clés de l'économie brésilienne. Quatre visites présidentielles, en 2005, 2006, 2008 et 2009, ont témoigné du renforcement de ces relations. Les liens étroits d'amitié entre le Brésil et la France reposent traditionnellement sur des valeurs que les

deux pays partagent : promotion des principes démocratiques et des droits de l'homme, renforcement du droit international et du multilatéralisme, promotion du développement et respect de la justice sociale, défense de la paix et de la sécurité, attachement à la non-prolifération des armes de destruction massive et au désarmement, mais aussi sur la protection de l'environnement et de la diversité culturelle.

Le Brésil est devenu un interlocuteur incontournable sur la scène politique mondiale, y compris pour la France.

Lors du sommet de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), le 19 novembre 2009, le Brésil et la France se sont par exemple exprimés d'une même voix en promouvant un texte conjoint en faveur d'une réforme du système de gouvernance de la sécurité alimentaire³. Dans le domaine stratégique des questions climatique et environnementale, la création d'un groupe de travail conjoint a permis d'aboutir à une position commune à la conférence de Copenhague⁴.

Les liens forts entretenus pas les deux pays peuvent également être expliqués par la très bonne entente entre les présidents Sarkozy et Lula. Tous deux partagent la même vision d'un monde multilatéral, affirment la même volonté de mieux encadrer le capitalisme et sont d'accord sur une réforme des institutions internationales (ONU, FMI, Banque mondiale ou encore G8). Ainsi, cette réforme devrait permettre à ces institutions

¹ 5^{ème} pays au niveau mondial par son territoire (8 547 877 km²) et sa population (192 759 333 hab.) et 8^{ème} puissance économique mondiale (PIB de 1481 MDS).

² La France est le premier partenaire brésilien dans les échanges universitaires devant le Portugal et l'Argentine.

³ « Initiative France Brésil pour une nouvelle politique mondiale pour l'agriculture et l'alimentation », *Coordination Sud*, 18/11/2009

⁴ Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Position commune de la France et du Brésil sur le changement climatique*, 14/11/2009.

*Bruno Muxagato est doctorant en Relations internationales (université de Cergy-Pontoise / université de Brasilia) et enseignant à l'université de Paris III Sorbonne Nouvelle. Membre du Collège doctoral franco-brésilien.

d'accorder d'avantage de place aux pays émergents, dont le Brésil, et ainsi mieux refléter l'état actuel du monde.

Bien que la sphère militaire occupe la place la plus importante dans les nouvelles relations franco-brésiliennes, il convient d'analyser également les autres aspects de ce rapprochement afin de s'interroger sur sa pérennité. Dans plusieurs discours et entrevues, tant du côté brésilien que français, l'expression « partenariat stratégique » a été utilisée de manière récurrente, afin de qualifier les relations entre les deux pays, et ce tant par Lula que par Nicolas Sarkozy⁵. Mais cette formulation s'applique le plus souvent dans les domaines de la défense, si bien que les éléments récents les plus visibles de la relation bilatérale franco-brésilienne portent sur la production commune de sous-marins et d'avions de combat. De ce fait, il serait aisé de penser que ce partenariat stratégique ne soit qu'une simple coopération militaire. Selon Xavier Lapeyre De Cabanes, ministre conseiller à l'ambassade de France au Brésil : « le terme de « partenariat stratégique » existe dans le vocabulaire diplomatique depuis une quinzaine d'années. Il ne signifie rien d'autre que l'affichage d'une volonté politique particulière de deux Etats de se considérer mutuellement comme des partenaires de première importance. La France a donc logiquement d'autres partenaires stratégiques que le Brésil, comme la Chine, l'Inde, la Russie ou le Mexique »⁶. Le message qu'ont voulu transmettre les autorités françaises et brésiliennes était que leurs relations ne sont pas liées exclusivement au domaine militaire, mais à beaucoup d'autres, principalement économique mais aussi politique.

Le choix de la France, préférée à la Russie comme partenaire stratégique de son réarmement, permet au Brésil d'élargir son autonomie à l'égard des Etats-Unis, et ce sans les défier ouvertement. Confirmée par les présidents Lula et Sarkozy, lors de la visite d'Etat de ce dernier à Brasilia les 6 et 7 septembre 2009, la coopération franco-brésilienne jouit, au-delà des aspects militaires, de l'ampleur d'une alliance politique qui répond aux ambitions et aux préoccupations à la fois planétaires, régionales et nationales du géant sud-américain.

⁵ Présidence de la République fédérale brésilienne, *Entrevista conjunta presidente do Brasil Luiz Inácio Lula da Silva e da França Nicolas Sarkozy*, 2009.

⁶ Xavier Lapeyre De Cabanes, conférence à l'université de Brasilia : « les nouvelles relations franco-brésiliennes », 2009.

Le rapprochement franco-brésilien nous amène à nous interroger sur plusieurs points : quels sont les motifs qui ont poussé la France et le Brésil à considérer qu'ils devaient renforcer leurs relations et approfondir leur coopération sur un certain nombre de sujets ? Quelles perspectives les contrats d'armement majeurs conclus à cette occasion peuvent-ils ouvrir pour l'essor d'une coopération plus large dans le domaine de la défense ? Quelles autres dynamiques ces avancées ouvrent-elles pour intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays ?

Importance géopolitique et intérêt frontalier du Brésil pour la France

L'Amérique latine a toujours intéressé le monde, en particulier les puissances avérées ou potentielles. Ainsi, Washington continue d'y voir un espace tutélaire ainsi qu'un pré carré géopolitique de première importance pour sa sécurité. Quant à la Russie, elle entretient des liens étroits aussi bien avec Cuba qu'avec le Venezuela, rappelant alors la période de la Guerre froide durant laquelle Américains et Russes s'affrontaient indirectement.

Enfin, Pékin, de son côté, développe avec succès ses relations commerciales sur l'ensemble du continent⁷. Dans un tel panorama, on comprend mieux l'enjeu que peut constituer pour la France le seul Etat latino-américain

ayant un destin de puissance à la fois dans son espace régional et au niveau mondial, et avec lequel elle partage sa plus longue frontière terrestre sur ce continent (700km). Le partenariat franco-brésilien est de ce fait clairement porté par des forces géopolitiques sous-jacentes.

Le rapport particulier que la France entretient avec le Brésil tient ainsi à la proximité de son territoire avec la Guyane, son voisin direct. Ce facteur devrait favoriser le développement des territoires proches de ce « pays-continent » tels que les Antilles françaises (Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin)⁸. La France doit aussi garantir la sécurité sur son territoire national s'étendant en Amérique du Sud, et le voisin brésilien est vu par les autorités françaises comme le plus à même d'assurer la stabilité régionale au nord du sous-continent.

⁷ Alexis Baconnet, « Le partenariat stratégique franco-brésilien et la géopolitique brésilienne ». *Multipol*, 31/12/2008.

⁸ David Doucet, « Le rapprochement franco-brésilien ». *Reversus*, 17/11/2009.

Dans ce cadre, la coopération transfrontalière entre la France et le Brésil (via l'Etat frontalier d'Amapa) connaît un dynamisme accru. Cette coopération permet d'apporter des réponses aux préoccupations de chaque partie, liées aux différents risques transfrontaliers (immigration clandestine, sécurité), d'encourager les échanges humains et commerciaux (éducation, circulation) et de développer l'économie de la région amazonienne dans le respect des populations locales et de l'environnement.

Le chantier du pont sur le fleuve frontalier Oyapock, dont la construction a été approuvée par les deux parlements nationaux, a démarré en juillet 2009. L'ouvrage facilitera la liaison routière Cayenne-Macapa et favorisera l'insertion de la Guyane dans son environnement régional. Il donnera lieu à de nouveaux accords de coopération, notamment sur les plans policier, commercial et social. Le 23 décembre 2009, les deux Etats ont signé un protocole de coopération pour le développement durable de la biomasse amazonienne. Le Centre franco-brésilien de la biodiversité amazonienne a ainsi été créé pour développer, par l'intermédiaire d'infrastructures scientifiques des deux pays, des activités qui auront pour objectif d'évaluer les ressources naturelles et de contrôler l'exploitation du bois dans la région. Enfin, à la même date, les deux présidents ont signé un accord concernant la lutte contre l'orpaillage et la pêche illégaux en Amazonie⁹. Dans le cadre de cet accord, de vastes territoires frontaliers se verront alors attribuer la classification de « parc naturel ».

Une coopération militaire de grande dimension

Le Brésil a engagé une réforme semblable à celle entreprise par la France afin de moderniser en profondeur l'organisation, le fonctionnement et l'équipement de ses armées. Dans ce cadre, les Brésiliens accordent de l'importance à l'intensification de la coopération en matière de défense. Mais plutôt qu'une simple acquisition de nouveaux armements, Brasilia envisage une coopération technologique à long terme, qui permettra non seulement le développement et la montée en gamme de son industrie nationale, mais également le perfectionnement de ses équipements,

ainsi que des partenariats entre entreprises des deux pays.

Du côté brésilien, jouer la carte française est un moyen de s'autonomiser sur le continent sud-américain par rapport à l'ombre américaine. En se lançant dans la modernisation de l'attribut classique de la puissance qu'est l'armée, Brasilia entend donner corps à la vision géopolitique d'un Brésil en tant que puissance régionale.

Les achats d'armement auprès de la France

La vente d'armes est hautement stratégique, en raison de la valeur marchande instituant souvent une relation commerciale à moyen et long terme pour la mise à niveau, la réparation et le remplacement des matériels, mais aussi en raison du transfert de technologies qui ne peut se concevoir sans un certain climat de confiance entre les deux pays.

La coopération franco-brésilienne dans le secteur de la défense a connu des développements importants : cession du porte-avions Foch en 2000, organisation en 2002 du plus grand exercice militaire en Amérique du Sud avec le Brésil, l'Argentine et le Chili, cession de douze avions de combat Mirage en 2005. En janvier 2008, les ministres de la Défense ont signé à Paris l'Accord sur le statut des forces.

La vente d'armes est hautement stratégique, en raison de la valeur marchande instituant souvent une relation commerciale à moyen et long terme pour la mise à niveau, la réparation et le remplacement des matériels.

En décembre 2008, à l'occasion d'une visite du président Sarkozy au Brésil, Français et Brésiliens ont signé le Plan d'action pour la mise en

œuvre d'un partenariat stratégique, comportant un important volet défense. L'accord prévoit notamment la fabrication de 50 hélicoptères de transport (SuperCougars), la construction d'une série de quatre sous-marins conventionnels de type Scorpène et une coopération pour le développement du premier sous-marin à propulsion nucléaire brésilien (la France fournissant la coque, le Brésil le réacteur embarqué et les parties nucléaires)¹⁰. C'est un choix stratégique profond puisque ce n'est que la seconde fois qu'une puissance nucléaire historique s'associe à un pays émergent pour lui fournir un instrument de souveraineté lié à la maîtrise de la technologie nucléaire, l'autre exemple étant la collaboration entre la Russie et l'Inde (expertise technique russe et location d'un sous-marin nucléaire d'attaque pour la marine indienne)¹¹. Le partenariat prévoit également des investissements

⁹ Luiz Inacio Lula Da Silva et Nicolas Sarkozy, *Plan d'action du Partenariat stratégique franco-brésilien*, 23/12/2008.

¹⁰ Présidence de la République française, *Bilan du Sommet Brésil-France*, 23/12/2008.

¹¹ Steve Hutinet, « France – Brésil : et pour quelques Rafale de plus... », *Le progrès*, 10/09/2009.

pour des installations industrielles et portuaires. L'ensemble de l'accord est estimé à 8,6 MD\$ et devrait être financé, en partie, par un emprunt contracté auprès d'un consortium de six banques européennes.

Dans son espace continental, le Brésil a toujours compté sur la maîtrise et le développement de ses zones Ouest et Sud, avec le contrôle des bassins hydrographiques amazonien et de la Plata, d'où l'utilité des SuperCougars. En matière maritime, la nécessité de surveiller 8500 km de côtes et 4,5 millions de km² d'eaux territoriales (avec des gisements pétroliers), ainsi que le souhait de projeter sa puissance à l'Est, à travers l'Atlantique Sud, nécessite de détenir la maîtrise des mers. Cette maîtrise ne peut s'acquérir que par la possession d'une marine de guerre à la force tangible. C'est dans cette optique que Brasília avait acheté le porte-avions Foch (renommé São Paulo).

Le programme « FX2 » et la vente du Rafale

La question autour de l'achat de nouveaux avions de chasse pour la Force aérienne brésilienne (FAB) a été mise en évidence ces derniers mois au Brésil. Le processus de sélection des avions faisant partie du programme « FX2 » a notamment été très discuté. Le chasseur Rafale de Dassault semble avoir les faveurs du président Lula, qui compte privilégier les excellentes relations développées avec la France ces dernières années, particulièrement depuis la signature du plan de mise en œuvre du partenariat stratégique (décembre 2008). De plus, grâce à l'offre française proposant de larges transferts de technologies, le Rafale possède un avantage certain par rapport aux concurrents américain (Boeing F18 Super Hornet) et suédois (Saab Gripen). Un communiqué officiel diffusé le 7 septembre 2009 à Brasília au terme de la visite d'Etat de Nicolas Sarkozy disait ainsi : « compte tenu de l'étendue des transferts de technologie proposés et des garanties apportées par ailleurs par la partie française, le président Lula a annoncé la décision de la partie brésilienne d'engager des négociations avec le GIE Rafale pour l'acquisition de 36 avions de combat Rafale »¹². Dans le même temps, et en contrepartie, le gouvernement français pourrait acquérir une dizaine d'exemplaires du futur avion de transport militaire brésilien KC-390 développé par Embraer.

S'il est conclu, ce contrat serait selon l'Élysée de 4,5 à 5 MD\$ et représenterait 6 000 emplois sur

¹² Luiz Inacio Lula Da Silva et Nicolas Sarkozy, *Déclaration conjointe à l'occasion de la visite d'Etat du président Sarkozy au Brésil les 6-7 septembre 2009*, 07/09/2009.

quatre ans en France. Quant à l'assemblage des Rafale, il serait transféré progressivement aux Brésiliens : six appareils seraient assemblés en France, les autres sur le sol brésilien¹³. Ceci a d'ailleurs permis au ministre brésilien des relations extérieures, Celso Amorim, d'envisager que « le Brésil pourrait assembler des Rafale et les vendre en Amérique latine »¹⁴. En décembre 2008, à Rio de Janeiro, Nicolas Sarkozy et Lula avaient d'ailleurs émis la même idée à propos des hélicoptères SuperCougars. Cette concession importante de la partie française pourrait s'avérer déterminante. En effet, le F18 de Boeing et le Gripen suédois de Saab, qui utilise de nombreux composants américains¹⁵ sont, eux, tributaires des conditions et parfois du refus opposés par les États-Unis à la commercialisation par des pays tiers d'appareils utilisant des technologies américaines.

Il s'agirait ainsi du premier contrat d'exportation pour le Rafale, qui n'a encore jamais été vendu hors de la France. L'avionneur français Dassault, durement touché par le ralentissement économique, a d'ailleurs connu de sérieux revers en ce qui concerne les ventes de son avion. Le fait le plus cuisant remonte à 2007, l'année où le Rafale a perdu

un contrat au Maroc face à la concurrence américaine, malgré les chances sérieuses qu'il semblait avoir¹⁶. Un signal fort serait donné si la France parvenait à vendre des exemplaires de son avion multirôle. En effet, en dépit de

la très bonne facture et de la polyvalence de cet appareil, son coût élevé est un sérieux handicap pour son exportation. Les acheteurs potentiels préfèrent acheter du matériel d'occasion américain à prix bradé, arguant notamment l'inutilité de la technologie du Rafale à l'ère des guerres asymétriques et du terrorisme¹⁷.

Cette considération avait d'ailleurs déjà été constatée lorsque Brasília avait écarté, en octobre 2008, l'option du Sukhoï faisant pourtant figure de favorite pour le renouvellement des vieux Mirage français et F5 américains de la FAB. Cette première sélection brésilienne, éliminant d'office la proposition russe, s'explique par le fait que les États-Unis voient d'un mauvais œil l'influence militaire qu'exercent les Russes dans la région. On

¹³ « Le Brésil en négociations pour acheter 36 avions Rafale », *Le Monde*, 07/09/2009.

¹⁴ « Le Brésil pourra assembler des Rafale », *AFP*, 07/09/2009.

¹⁵ « Rafale au Brésil : décision imminente ? », *Le Point*, 01/04/2010.

¹⁶ « Le Brésil en négociations pour acheter 36 avions Rafale », *Le Monde*, 08/09/09.

¹⁷ Alexis Baconnet, *op. cit.*

peut donc penser que le choix de la France pourrait au final satisfaire la volonté de l'administration Lula de s'émanciper des États-Unis tout en évitant une option qui créerait des difficultés dans ses bonnes relations avec Washington. Cependant, l'exécutif brésilien se heurte à la position de la FAB qui préférerait l'acquisition du Gripen ou du F18, dont les coûts seraient de fait moins onéreux, aussi bien pour l'achat initial que pour l'exploitation et la maintenance¹⁸. Le gouvernement brésilien a toutefois à maintes reprises précisé qu'aucune décision définitive n'avait été prise mais que le dernier mot revenait au président de la République.

Le risque d'une course aux armements en Amérique du Sud

Le partenariat stratégique franco-brésilien peut être vu comme une nouvelle étape contribuant à l'affirmation internationale du Brésil. Or, cette ascension internationale ne peut se concrétiser totalement que si le Brésil renforce son hégémonie politique, économique, mais aussi militaire au niveau régional. Le géant lusophone, quoique leader naturel de l'Amérique du Sud, y agit surtout comme modérateur en tempérant notamment l'animosité du président vénézuélien Hugo Chavez. Face aux tensions dans la région, surtout entre la Colombie et deux de ses voisins, le Venezuela et l'Équateur, l'accroissement de la capacité militaire du Brésil devrait renforcer son rôle d'arbitre régional.

Le partenariat stratégique avec la France répond à ces ambitions et préoccupations du Brésil, soucieux aussi de pouvoir garantir, au besoin par les armes, sa souveraineté nationale sur son ample territoire et en particulier sur l'Amazonie, ainsi que sur les gigantesques gisements pétroliers découverts au large des côtes brésiliennes¹⁹. Mais le renouvellement de l'arsenal militaire brésilien pourrait bien avoir des conséquences négatives sur le plan régional en contribuant à une course aux armements et ainsi affaiblir la coopération en matière de défense avec les voisins sud-américains. Ainsi, d'autres pays dans la région ont déjà fait en sorte de développer leurs capacités militaires. Le Venezuela a dépensé ces cinq dernières années plus de 4 Md€ pour la modernisation de son appareil de défense à travers les importations d'armements russes. Si certains voient ces achats comme nécessaires à la revitalisation des équipements

militaires vénézuéliens, d'autres, les États-Unis en tête, estiment que les capacités militaires prévues par le Venezuela outrepassent les besoins de la région²⁰.

Ce sont les relations très tendues entre le Venezuela et la Colombie qui justifieraient le nouvel arsenal militaire du président Chavez. En effet, les tensions entre ces deux pays autour des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) durent depuis longtemps et se sont accentuées ces dernières années, dans la mesure où les chefs d'État s'accusent mutuellement de vouloir lancer une course aux armements²¹. Du côté de Caracas, la menace serait justifiable depuis l'annonce contestée de Bogota de donner accès à sept de ses bases militaires aux Forces armées américaines²². Sans approuver l'idée d'une véritable course aux armements, force est de constater que cette tension fait de plus en plus penser à une situation de guerre froide où la Colombie et le Venezuela serviraient respectivement d'alliés aux États-Unis et à la Russie. D'autre part, le personnage controversé qu'est le président Chavez et ses positions politiques souvent extrêmes pourraient faire croire qu'il est à la source d'une éventuelle course aux armements. Néanmoins, un des arguments avancés par le Venezuela pour expliquer ses dépenses militaires est qu'il ne fait que garder le rythme de ses voisins, soit la Colombie et le Brésil²³.

La gouvernance mondiale est aujourd'hui marquée par un contexte de multipolarité sans multilatéralisme.

La défense commune de la multipolarité à travers les réformes de la gouvernance mondiale

Les nouvelles puissances cherchent à faire une réforme globale, mais sans trop savoir qui en seront les leaders et sans vouloir en payer le prix²⁴. Le ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso

¹⁸ « FAB préfère ça suéco a francês », *Folha de São Paulo*, 05/01/2010.

¹⁹ Gisements off-shores dans la zone dénommée « pré-sal » au large des côtes de São Paulo et de Rio de Janeiro.

²⁰ Philippe Genest, « Sommes-nous témoins d'une course aux armements en Amérique du Sud », *Chronique du centre d'études interaméricaines*, 2009.

²¹ Robert Munks, « Could war erupt in arms-spree LatAm? », *BBCnews*, 15/09/2009, [En ligne] : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8256686.stm>.

²² Paolo A. Paranagua, « Course aux armements en Amérique latine? », *Le Monde*, 14/11/2009, [En ligne] : http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/09/14/course-aux-armements-en-amerique-latine-par-paolo-a-paranagua_1240120_3232.html.

²³ Philippe Genest *op. cit.*

²⁴ Jochen Prantl, « Informal Groups of States and the UN Security Council », *International Organization*, Vol. 59, n° 3, 2005.

Amorim, affirme ainsi que « le nouveau multilatéralisme reste à être institutionnalisé »²⁵.

La diplomatie brésilienne perçoit la réalité multipolaire comme un facteur souhaitable pour l'amélioration des relations internationales. De cette façon, la constante évolution des relations avec les pays développés aussi bien qu'avec les pays en développement a pour objectif de contribuer à bâtir la stabilité et la paix mondiale. La construction d'un nouvel ordre mondial plus juste, qui respecterait la souveraineté des nations ainsi que le droit international, est au centre des préoccupations brésiennes. Le Brésil pense partager avec la France cette même vision du système international. Ainsi, quand bien même les deux pays ne sont pas en accord total sur un certains nombre de sujets, ils s'entendent sur la façon concrète de les régler, à savoir en passant par le dialogue, la négociation, l'écoute ou encore par le consensus.

Le Brésil et la France ont ainsi convenu de conjuguer et de coordonner leurs efforts pour contribuer à la réforme de la gouvernance internationale et préparer de concert les grandes échéances de l'agenda international. C'est dans cette perspective que les présidents Sarkozy et Lula ont publié une tribune commune dans la presse internationale à la veille du Sommet de l'Aquila, proposant une « Alliance pour le changement »²⁶. Ces réformes doivent avoir pour objectif d'adapter le système international aux équilibres politiques, économiques et humains contemporains et d'accroître la capacité de la communauté internationale à faire face aux défis mondiaux.

Le siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU)

Dans le cadre régional, le Brésil a ainsi pris le commandement des forces de la MINUSTAH²⁷ en Haïti. Les autorités brésiennes aimeraient prendre part de façon toujours plus importante à ces opérations. Pour cela, une école d'entraînement a été créée au Brésil et le pays s'est associé avec la France, qui a une grande expérience dans ce domaine, pour la formation de ses militaires. Cette forte volonté de coopérer avec l'ONU est en lien

direct avec la candidature brésilienne à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité²⁸.

Français et Brésiliens affirment régulièrement leur attachement au rôle fondamental des Nations unies et leur volonté d'élargir le Conseil de sécurité. La France soutient ainsi la candidature du Brésil à un siège de membre permanent au CSNU. Bien que cette candidature ne soit pas récente, il est un fait que c'est sous l'ère Lula que ce thème est devenu central dans la politique extérieure brésilienne. D'autres pays ont annoncé leur soutien à cette revendication brésilienne, y compris les États-Unis sous l'administration de G.W. Bush. La France ne fait alors que grossir la liste des pays favorables, mais on peut s'interroger sur la manière dont elle contribuera au succès d'une réforme des institutions de Nations unies bénéficiant aux Brésiliens.

Ainsi, la réforme du Conseil de sécurité est discutée depuis plus de dix ans. Mais, en février 2008, l'assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution établissant un programme pour initier les négociations dont l'objectif est notamment l'augmentation du nombre de sièges permanents au CSNU²⁹. En tenant compte de la farouche opposition de la République populaire de Chine à l'inclusion du Japon dans ce forum, on peut douter de la capacité de la France à convaincre les autorités chinoises de la nécessité d'un Conseil élargi.

Du G8 au G20 en passant par le G14...

Une autre revendication brésilienne a pris de l'ampleur à partir de septembre 2008, au début de la crise financière

mondiale, à savoir celle d'un élargissement du G8³⁰ afin de rendre ce groupe plus légitime et efficace face aux défis mondiaux. La France s'est dite prête à transformer le G8 en un G14 dès 2011 (à l'occasion de la présidence française) en incluant les grands pays émergents que sont le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud et l'Égypte. Aussi, le rapide protagonisme joué par un autre groupe, le Groupe des 20 (G20)³¹, a permis

La place importante du géant sud-américain sur la scène internationale implique une plus grande participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

²⁵ Celso Amorim, « A reforma da ONU », *Instituto de Estudos Avançados da Universidade de São Paulo*, 1998.

²⁶ « Le point sur le sommet du G8 à L'Aquila », *Reuters*, 08/07/2009.

²⁷ Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti.

²⁸ Bruno Muxagato, « Ambitions internationales du président Lula et partenariat stratégique franco-brésilien », *Défense nationale et sécurité collective*, Vol. 65, N° 2, p.145-153, 2009.

²⁹ « Reforma do Conselho de Segurança terá Cronograma », *Radio des Nations unies*, 16/09/2008.

³⁰ Le G8 (pour « Groupe des huit ») est un groupe de discussion et de partenariat économique de huit pays parmi les plus puissants économiquement du monde : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie. Ensemble, ils représentent 61% de l'économie mondiale.

³¹ Le G20 est un groupe de 19 pays plus l'Union européenne dont les ministres, les chefs des banques centrales et les chefs d'États se réunissent régulièrement. Il vise à favoriser la concertation internationale en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant

aux Brésiliens de se servir de ce forum comme d'un instrument fondamental de leur diplomatie économique.

L'influence des pays émergents au sein du G20 a notamment contribué, en avril 2009, à ce que les leaders politiques acceptent un changement dans la répartition des quotes-parts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le Brésil considère que les organismes et instances internationales existants, ainsi que les règles et pratiques internationales en vigueur en matière financière se sont révélées largement insuffisantes face à la crise économique actuelle. Par conséquent, il est nécessaire de redéfinir le système financier international, de revoir ses institutions et ses règles ainsi que les fondements de sa légitimité et de sa représentativité. La nouvelle répartition des quotes-parts est considérée comme essentielle pour que le processus décisionnel de ces deux organismes multilatéraux reflète la nouvelle réalité économique mondiale, le but étant pour les pays du Sud d'aboutir à une répartition à parts égales³². Pour cela, il y aura nécessairement une perte de pouvoir décisionnel de certains Etats qui aujourd'hui peuvent être considérés comme « surreprésentés », dans la mesure où leurs économies ne font plus partie des plus importantes du monde. Devant cette réalité, la France se trouve dans une position délicate puisqu'elle devra choisir entre soutenir les pays de l'Union européenne qui pourraient perdre des droits de vote (exemple des Pays-Bas) et les pays en développement, en particulier les « BRIC »³³, avec lesquels les autorités françaises entendent développer leurs relations.

Extension du partenariat : l'intérêt mutuel dans la sphère économique

Le Brésil se pose rapidement comme un marché consommateur à échelle globale, stimulé par une monnaie stable et forte. De plus, il possède le plus grand marché actionnaire des pays émergents et son économie se maintient à un rythme fort et poursuit une croissance ininterrompue depuis quatre ans. Le Brésil s'affirme aussi comme un grand acteur industriel et possède quelques-unes des plus performantes multinationales émergentes (Embraer, Petrobrás, Companhia Vale do Rio Doce, Natura ...). La France trouve donc un intérêt économique

compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays.

³² Daniele Milanese, « É cedo para declarar fim da crise », *O Estado de São Paulo*, 05/09/09.

³³ Appellation officielle de l'agence Goldman Sachs pour désigner le groupe de pays composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

évident dans son rapprochement avec l'économie mondialisée du Brésil, ce qui explique pourquoi différentes actions ont été menées ces dernières années en vue de consolider l'implantation française dans le tissu économique du géant sud-américain.

Le nouveau poids de l'économie brésilienne

Contrastant avec les années 80 et le début des années 90, le Brésil est désormais un pays « fiable » et pris au sérieux économiquement. En 2008, le Brésil est entré dans la catégorie des pays où l'on peut investir de façon sûre et sérieuse, si l'on en croit du moins les agences de notation américaines qui lui ont attribué l'« *investment grade* »³⁴. L'accès du Brésil à ce statut est un signe de la reconnaissance, par les principaux acteurs du marché mondialisé, du rôle qu'il joue à présent en tant qu'acteur majeur de l'économie mondiale. De plus, compte tenu d'une démographie dynamique et d'une population de mieux en mieux formée, la croissance de ces dernières années apparaît comme étant pérenne. Elle est certes moins rapide que la croissance chinoise ou indienne, mais n'en paraît pas moins solide et installée sur le long terme. On en veut pour preuve l'absence de rupture entre les présidences de Fernando Henrique Cardoso et de

Lula, à cela près qu'avec ce dernier on observe un plus grand sérieux dans la gestion publique.

Les Français sont alors hautement intéressés à pénétrer le marché brésilien, dont le contingent de consommateurs potentiels est évalué à 100 millions. En outre, l'évolution des chiffres du commerce bilatéral génère l'optimisme du côté des milieux d'affaires. Bien que la France soit actuellement le 8ème partenaire commercial du Brésil et que ce dernier ne soit que le 21ème partenaire de la France, entre 2003 (année de la prise de pouvoir de Lula) et 2008, les échanges commerciaux ont augmenté de 135 %, atteignant un record historique de 8,8 MD\$³⁵.

Les entreprises françaises emploient plus de 400 000 personnes au Brésil. En matière

³⁴ « Lula comemora 'investment grade' dizendo que Brasil vive momento mágico », *O Globo*, 30/04/2008.

Les pays notés *investment grade* sont considérés comme présentant un risque très faible de défauts dans le remboursement de leurs dettes. Les investisseurs sont ainsi rassurés et prêtent plus volontiers (et à moindre coût) aux institutions et entreprises du pays concerné. Certains fonds d'investissements se restreignent aux pays notés *investment grade*.

³⁵ Ministère du développement de l'industrie et du commerce extérieur, *Balance commerciale brésilienne*, [En ligne] : <http://www.desenvolvimento.gov.br/sitio/interna/interna.php?area=5&menu=576> (consulté le 01/06/2010).

d'investissements directs à l'étranger (IDE), la France est le 4ème partenaire du Brésil (environ 10 MD\$ de stock), avec une part de marché de 7 %. Sur l'année 2008, le flux des IDE français a pratiquement atteint 3 MD\$, soit le double de l'année précédente. Le Brésil est, en termes de stock, la première destination des IDE français parmi les pays émergents. Les investissements ont été principalement réalisés dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des services financiers et de l'agroalimentaire³⁶.

L'offensive française dans le cadre de l'Année de la France au Brésil (AFB)

L'Année de la France au Brésil en 2009 (faisant suite à l'Année du Brésil en France en 2005) a été l'occasion pour les entreprises de l'hexagone de participer à une véritable offensive commerciale en direction du plus grand marché d'Amérique latine. Plus de 600 entreprises ont été conviées par l'Élysée à promouvoir l'économie française en 40 rencontres réalisées pour l'événement. La partie commerciale de l'AFB a été organisée par le ministère de l'économie conjointement avec le secrétariat du commerce extérieur français. L'objectif était d'augmenter le nombre de sociétés françaises établies au Brésil, qui sont déjà plus de 400 (dont 37 des 40 plus grands groupes français).

Aujourd'hui, l'Union des chambres de commerce et d'industries françaises à l'étranger (UCCIFE), compte près de 850 membres à travers ses quatre représentations régionales à Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Paraná ainsi qu'une antenne à Porto Alegre. Elle dispose d'un important réseau local et est parfaitement intégrée dans le tissu industriel et commercial local³⁷.

Parmi les actions commerciales réalisées en 2009, certains secteurs ont particulièrement marqué l'intérêt français : transports ferroviaires, aéronautique et nucléaire. Les entrepreneurs convoient en effet les grands investissements publics – en particulier ceux découlant du Programme d'accélération de la croissance (PAC) – et les partenariats public-privé pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, du train à grande vitesse Rio-São Paulo et pour le renouvellement de la flotte d'avions de chasse de la Force aérienne brésilienne. Le PAC est un nouveau modèle de planification, de gestion et de mise en œuvre de

³⁶ Michel Durand Mura (Union des chambres de commerce et d'industries françaises à l'étranger – UCCIFE), *Dossier spécial Brésil*, 2008.

³⁷ *Ibid.*

l'investissement public dont l'effort est centré sur le binôme croissance et insertion sociale. Les investissements en infrastructures prévus pour la période 2007-2010, initialement de l'ordre de 503,9 milliards de réais (168 MDE), ont été revus à la hausse et atteignent désormais la somme de 646 milliards de réais (214 MDE). Après 2010, le gouvernement prévoit d'investir 502 milliards supplémentaires (167 MDE) en infrastructures. Sur un total de 1 148,2 milliards de réais (soit 382 MDE), 132,2 milliards seront affectés au secteur « logistique et transport », 759 milliards au secteur « énergie » et 257 milliards au « développement urbain et social »³⁸. Des mesures spécifiques, notamment d'exonération fiscale ou d'accès au crédit, ont également été prises pour attirer l'investissement des entreprises brésiliennes ou étrangères. Les appels d'offres de plusieurs projets d'infrastructures énergétiques et de transport ont été lancés. Les avions commerciaux d'Airbus, les Rafale de Dassault, les trains d'Alstom, les réacteurs EPR d'Areva, ou encore les usines hydroélectriques de GDF-Suez³⁹ sont autant de produits français pouvant satisfaire la demande brésilienne.

Les nouveaux investisseurs s'appuient sur la Chambre de commerce France - Brésil qui est l'une des plus anciennes chambres de commerce bilatérales créées au Brésil, avec plus de 100 ans d'existence.

Les perspectives économiques des Jeux Olympiques et de la Coupe du monde foot

Une question qui a été très en vue au Brésil a été le soutien de la France à la candidature de Rio de Janeiro à l'organisation des Jeux olympiques de 2016⁴⁰. Bien que cette question soit devenue un enjeu politique

entre les villes candidates, il s'agit surtout pour les Brésiliens d'une affaire de fierté nationale. Le processus de détermination du choix des sites des Jeux Olympiques est géré par le Comité international olympique (CIO), et étant une organisation non gouvernementale, elle n'a de ce fait aucun représentant d'un quelconque gouvernement parmi ses membres. Les critères qui sont pris en compte dans le processus de sélection sont donc censés être techniques et non politiques, de sorte qu'il est difficile de croire que l'influence de la France ait pu peser dans la victoire carioca.

La candidature gagnante du Brésil aux J.O., qui a été soutenue aussi bien par Paris que par les

³⁸ José Mauricio Sem Bustani, « Un acteur devenu incontournable sur la scène internationale », *La Lettre Diplomatique*, 2010.

³⁹ L'année 2008 a été marquée par le lancement des travaux des usines hydroélectriques « Santo Antônio » et « Jirau » auxquels GDF-Suez participe activement.

⁴⁰ Bernardo Mello Franco, « Sarkozy diz que apóia candidatura do Rio para sediar Olimpíadas de 2016 ». *O Globo*, 7 octobre 2009.

capitales africaines, illustre bien les conséquences lointaines du partenariat entre les deux pays. C'est peut-être aussi l'illustration des actions qu'a entrepris la France pour s'attirer les bonnes grâces de Brasilia pour l'achat de Rafale. La candidature brésilienne a de surcroît remporté la mise face à la candidature de Chicago, défendue pourtant par le très populaire Barack Obama⁴¹.

En avril 2010, lors d'un séminaire organisé à Paris, le maire de Rio a évoqué les opportunités d'affaires pour des entreprises françaises en détaillant les appels d'offre qui vont être lancés. La France compte par ailleurs mettre en place, par l'intermédiaire de l'organisme Ubifrance, un « Pavillon France » spécial JO à Rio de Janeiro afin d'assister les investisseurs potentiels⁴².

De bons rapports n'excluant pas les sujets source de divergence

La richesse des relations bilatérales n'empêche cependant pas certains points de désaccord : sur les sujets liés à l'agriculture au sein de l'OMC, d'une part, mais également dans le domaine de la défense des droits de l'Homme dans les enceintes internationales, où le Brésil adopte parfois une attitude ambiguë à l'égard de certains dirigeants controversés (Soudan, Corée du Nord). Sa relative ouverture vis-à-vis de l'Iran pourrait aussi s'avérer problématique face aux positions de fermeté défendues par la France et l'Union européenne.

Les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

La thème des négociations commerciales au sein de l'OMC est très cher à la diplomatie brésilienne et est lié à l'exigence de la fin des subventions agricoles. L'Itamaraty (ministère des Affaires extérieures) bataille fermement dans cette instance multilatérale depuis des années à ce sujet, en particulier depuis que le gouvernement Lula a considéré que les négociations dans le cadre du cycle de Doha sont « d'intérêt national ». Partant de là, le chemin logique est de chercher la suppression de cette pratique financière faussant la concurrence au niveau du commerce mondial.

Principalement dû au succès dans ses demandes présentées devant l'Organe de règlement des différends (OED), tout comme son action au sein

du G20+⁴³, le Brésil a gagné en crédibilité et en pouvoir de négociation à l'OMC. En reprenant la classification suggérée par les théoriciens Robert Keohane et Joseph Nye, le Brésil serait ainsi passé d'un pays *system-affecting*, à un pays *system-influencing*.⁴⁴

Le G20+ a été créé pour que les pays en développement puissent participer plus activement aux négociations de l'OMC, particulièrement sur la question de l'agriculture, principal thème discuté lors de la Conférence de Cancún de 2003. Le Groupe a notamment réussi à empêcher un résultat prédéterminé dans cette négociation qui aurait bénéficié aux seuls intérêts des pays développés. Finalement, l'influence et les efforts du G20+ ont débouché sur un succès des pays en développement puisque, lors de la Conférence de Hong Kong de 2005, les membres de l'OMC ont adopté un accord-cadre prévoyant la fin des subventions agricoles d'ici à 2013⁴⁵. Néanmoins, la réussite de cette conférence doit être relativisée car il y a eu en effet un compromis sur l'échéance de la suppression des subventions, mais rien n'a été décidé sur la manière de l'assurer. Cette imprécision pourrait s'avérer problématique dans les prochaines années et ouvrira certainement la voie à de nouveaux différends Nord-Sud.

La coupe du monde de football 2014, qui aura lieu également au Brésil, et les JO de Rio de 2016 joueront aussi des rôles importants pour les entreprises françaises.

La position française sur ce thème est opposée à celle brésilienne. Le programme de subventions agricoles de l'Union européenne a été l'une des cibles privilégiées des diplomates brésiliens, la France étant l'un des pays subventionnant le plus ses agriculteurs. La France doit en outre faire face parfois au manque d'appui de la part de l'Union européenne sur cette question. La Commission européenne a ainsi annoncé en mai 2010 son intention de relancer les négociations commerciales avec les pays du Mercosur, et ce, malgré l'opposition de la France, qui estime qu'elles pourraient fragiliser l'agriculture française et européenne. La commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale a d'ailleurs émis un « avis défavorable » au dégel des négociations entre l'UE et le Mercosur. Mais les instances européennes désirent « aller de l'avant » en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux organisations régionales. Les négociations pour un tel projet d'accord bilatéral (agricoles, industrielles, services...) ont

⁴¹ Steve Hutinet, « France – Brésil : et pour quelques Rafale de plus... », *Le progrès*, 10/09/2009.

⁴² Anne-Marie Idrac, « La part de marché des entreprises françaises au Brésil progresse ». *L'Express*, 01/04/2010.

⁴³ Groupe de pays en développement créé en 2003 au sein de l'OMC à l'initiative du Brésil et de l'Inde.

⁴⁴ Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence*, New York, Longman Publisher, 2000.

⁴⁵ Déclaration ministérielle à l'OMC sur le programme de travail de Doha, 18 décembre 2005.

commencé en 1999 mais ont été interrompues en 2004, les deux parties ne parvenant pas à conclure, notamment à cause des divergences au sein de l'OMC. Les autorités françaises pensent que des relations plus étroites avec le Mercosur pourraient mettre en danger certaines filières françaises comme celles de la volaille, du sucre, de l'éthanol et des céréales⁴⁶.

En réclamant des échanges agricoles sans entraves, le Brésil n'adopte pas l'attitude de la France, qui entend protéger sa production nationale, notamment pour conserver la possibilité de gérer des activités agricoles considérées dans leurs dimensions socio-culturelles et paysagères⁴⁷. Ce rapport différent à l'agriculture oppose radicalement les deux partenaires qui, pour le moment, font en sorte d'éclipser cette question afin de se concentrer sur les domaines où leur coopération est fructueuse.

Le dossier du nucléaire iranien

Le président Lula a ouvert une nouvelle étape dans la projection internationale de son pays, en intervenant dans les grandes crises mondiales. Dans le dossier du nucléaire iranien, les Brésiliens ont choisi d'adopter une posture conciliatrice s'opposant à celle des puissances occidentales, notamment la France, qui prône des sanctions contre le régime iranien. Le Brésil s'est ainsi engagé dans la normalisation de ses relations avec Téhéran⁴⁸, en dépit des condamnations récurrentes de la communauté internationale à l'encontre du programme nucléaire iranien. Français et Américains, notamment, craignent que l'Iran projette secrètement de développer des armes nucléaires. Les Iraniens ont toujours nié ces allégations et, malgré des sanctions antérieures, ces derniers continuent le processus d'enrichissement de leur uranium, qui selon eux n'est qu'à des fins civiles et non militaires.

Le Brésil a toujours été contre les sanctions et s'est investi diplomatiquement dans ce dossier sensible ces derniers mois pour trouver une solution pacifique. D'après cet accord, l'Iran s'engage à envoyer 1200 kilos d'uranium faiblement enrichi (3,5 %) en Turquie. En échange, les Iraniens recevraient 120 kilos d'uranium enrichi à 20 % (provenant de Russie ou de France) qui servira au

fonctionnement d'un réacteur de recherche médicale⁴⁹.

L'accord a été qualifié par le président Lula de « victoire de la diplomatie » et doit être vu, d'après le ministre des Relations extérieures Celso Amorim, comme « un instrument de création de confiance »⁵⁰. Mais il a été surtout reçu avec scepticisme par une partie de la communauté internationale. Ainsi en juin 2010, la France et les États-Unis ont voté de nouvelles sanctions au sein du CSNU et ont considéré que l'accord était bien trop vague et qu'il ne résoudreait en rien la question du nucléaire iranien⁵¹. Les deux puissances occidentales sont persuadées que les Iraniens ne cherchent qu'à gagner du temps pour éviter les sanctions internationales.

Malgré cette division de la communauté internationale, l'action diplomatique de Lula consolide incontestablement la participation brésilienne sur la scène internationale. Les Brésiliens, aux côtés des Turcs, ont réussi à proposer une alternative à la ligne dure imposée par les Français et les Américains. Ce nouvel axe Brasilia-Ankara devra néanmoins convaincre les puissances occidentales de privilégier le dialogue dans le dossier iranien.

Un accord tripartite Brésil-Turquie-Iran sur le programme nucléaire iranien a ainsi été conclu en mai 2010 à Téhéran.

En s'opposant aux grandes puissances mondiales, notamment à la France, le Brésil de Lula entend mettre en avant sa force diplomatique en tant que leader du monde en développement et acteur global dans un nouvel ordre mondial. La France a d'ailleurs pu bénéficier de l'influence du président Lula avec la libération de la jeune universitaire française Clotilde Reiss⁵², qui est survenu le même jour que l'élaboration de l'accord tripartite. Le président iranien a en effet affirmé qu'il s'agissait « d'un présent » offert aux Brésiliens pour marqué les bonnes relations entre l'Iran et le Brésil⁵³.

⁴⁶ « L'Union européenne maintient sa décision de relancer les négociations », *La France agricole*, 07/05/2010.

⁴⁷ Martine Guibert, « Le Brésil et les négociations », in Stéphane Monclaire et Jean-François Deluchey, *Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula*, Paris, Éditions Pepper, 2006.

⁴⁸ Rencontres Lula-Ahmadinejad en novembre 2009 à Brasilia et en mai 2010 à Téhéran.

⁴⁹ « Os dez pontos do acordo nuclear assinado por Irã, Brasil e Turquia », *Folha de São Paulo*, 08/05/2010.

⁵⁰ « Acordo nuclear Brasil-Irã só vale pela criação de confiança », *Folha de São Paulo*, 08/05/2010.

⁵¹ « Acordo consolida atuação do Brasil no cenário mundial », *BBC news*, 18/05/2010.

⁵² Clotilde Reiss est une étudiante française qui fut emprisonnée en Iran sous l'accusation d'avoir informé avec précision, par mails, l'avancée des manifestations estudiantines de juin 2009 contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

⁵³ « Ahmadinejad diz que libertação de francesa foi « presente » para Lula », *Folha de São Paulo*, 17/05/2010.

Conclusion

Le Brésil et la France se sont engagés dans une démarche inédite de dépassement des oppositions Nord-Sud. Avec le partenariat stratégique, la France s'engage à accompagner le Brésil dans son ambition à devenir un acteur global sur la scène internationale, et à en assumer les droits et les responsabilités. Elle entend donc l'aider dans cette perspective à se doter, grâce à d'importants transferts de technologies, des instruments qui fondent une grande puissance mondiale dans les domaines militaire, énergétique et technologique.

Avec les décisions prises récemment dans le champ de la défense, les relations avec la France conserveront leur force tant que le Brésil sera tenu d'utiliser les équipements français, à savoir pour environ une trentaine d'années. Entre-temps, nous pourrons parler de « partenariat stratégique »

seulement si les relations bilatérales continuent de se développer au-delà de l'aspect militaire.

Pour la France, œuvrer à l'émergence d'un Brésil puissant est un moyen de favoriser la multipolarité, qui est l'organisation du système international défendue par les deux pays. La mise en place du partenariat stratégique franco-brésilien permet ainsi de diminuer la puissance des Etats-Unis dans sa sphère d'influence traditionnelle. De plus, coopérer étroitement avec le Brésil signifie pour la France accéder au plus gros marché de la région, bénéficier d'une place où développer ses investissements et avoir la satisfaction de consolider une démocratie. Il s'agit enfin d'un moyen d'améliorer la situation économique française à l'heure où la crise frappe de plein fouet l'économie mondiale.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques
www.ameriques.uqam.ca
Courriel : oda@uqam.ca
Tél.: (514) 987-3000
p. 0382



Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation
Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8